

## Droit fiscal

● (1640)

A ce jeu que joue le gouvernement fédéral, il faut offrir des stimulants pour rivaliser avec les Américains, accorder des amortissements de 100 p. 100 pour la prospection, dans l'espoir d'attirer les capitaux. Je ne pense pas que cela se produira. Les stimulants que nous offrons au Canada et le genre de pétrole que nous recherchons seront encore plus attrayants que ce que font les États-Unis. Si vous voulez offrir des stimulants, vous devrez baisser les impôts sur le pétrole à un niveau tellement bas que vous aurez une véritable liquidation. Mon parti a donc préconisé que nous changions notre fusil d'épaule. Pourquoi ne pourrions-nous pas nationaliser le gaz et le pétrole comme l'électricité l'est déjà dans la plupart des régions du pays? On le fait dans presque tous les pays du monde. En Grande-Bretagne par exemple, tous les futurs programmes d'énergie sont nationalisés au moins à 51 p. 100. En France, au Japon, dans la plupart des pays de l'OPEP et un grand nombre de petits pays en voie de développement, l'énergie est nationalisée.

On devrait faire la même chose au Canada. On ne peut le faire uniquement dans une petite province car, à ce compte-là, on dresse les provinces les unes contre les autres. Si vous prenez l'exemple du pétrole, la Saskatchewan en possède 10 p. 100 et l'Alberta 85 p. 100. Si l'Alberta exploite le pétrole en vertu du système d'entreprise traditionnel qui prévoit toutes sortes de concessions et de stimulants fiscaux tandis que la Saskatchewan impose de lourdes taxes sur le pétrole, il est certain qu'il sera difficile de faire exploiter le pétrole par la libre entreprise. C'est pourquoi, si l'on impose de lourdes taxes à l'industrie pétrolière, on doit également établir une société nationale des pétroles qui aurait la collaboration de toutes les provinces. On ne peut pas faire les choses à moitié. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée dit le proverbe. Il faut savoir de quel côté on va.

C'est pour cette raison que je m'oppose à cet article. Je ne veux pas qu'on accorde davantage de concessions aux compagnies pétrolières. Je sais pourquoi on le fait. Le gouvernement essaie de leur dorer la pilule davantage que ne le font les États-Unis. Le temps est venu de nationaliser cette industrie y compris la prospection, l'exploitation et le raffinage. C'est une ressource non renouvelable et il faudrait la traiter comme un service d'utilité publique. C'est pourquoi je m'oppose à cet article et aux autres articles qui accordent davantage de stimulants à l'industrie pétrolière.

**M. Bawden:** Monsieur le président, un moment suffira, mais je ne puis m'empêcher de dire quelques mots au cas où le ministre ou le secrétaire parlementaire ont écouté ce que disait mon préopinant. De deux choses, l'une: ou bien des stimulants seront offerts au Canada et notre pays tentera au moins de suffire à ses besoins, ou bien, si nous continuons à suivre les règles que le gouvernement propose dans le budget, nous constaterons que notre pays sera loin de suffire à ses besoins. C'est là l'essentiel du débat.

La plupart des articles importants du bill touchant les industries exploitant les ressources naturelles peuvent être envisagés de bien des façons. Il y a toutes sortes de questions qui peuvent être posées. Il s'agit seulement de savoir, une fois que l'on a fait le total des derniers chiffres, quel genre de profit une société exploratrice peut espérer réaliser au Canada par rapport au genre de profit qu'elle peut réaliser ailleurs. Je pense que la question clé, comme le disait le député à ma gauche, est celle de la propriété publique, et j'aimerais vous exposer le fait suivant. Au-

jourd'hui, le Canada fait face à des grèves dans biens des secteurs d'importances critique, où quelques personnes, comme les contrôleurs du trafic aérien et d'autres, peuvent virtuellement paralyser le pays tout entier. Je signale aux députés à ma gauche et au secrétaire parlementaire assis en face que nous pourrions nous retrouver en face d'une situation des plus critiques au Canada, vu notre climat rigoureux, si toutes les sociétés de la Couronne ou les services publics devaient être concentrés, de sorte qu'un groupe de grévistes, en fermant une soupape, pourrait mettre le pays à rançon et le paralyser en moins de 12 heures.

En pareil cas, une grève même au sein de nombre de sociétés importantes et indépendantes, a des limites. Le fait est que ces employés savent que, dans toute négociation, il existe des limites jusqu'où la compagnie peut se rendre tout en maintenant sa viabilité, et ces limites, le salariat en est certes aussi conscient que le patronat. Les grèves dirigées contre le gouvernement et contre les services d'utilité publique donnent à une petite partie de la population la possibilité de mettre le pays à rançon si l'on dispose de fonds illimités simplement en faisant fonctionner la planche à billets.

**M. Symes:** Monsieur l'Orateur, je me dois de répondre aux observations faites par le propriétaire d'une entreprise de forage de puits de pétrole. En nous lançant sur la fausse piste d'un risque de grève parmi les employés d'une société de la Couronne qui pourraient ainsi mettre le pays à rançon, il a plaidé éloquemment en faveur de la destruction des associations ouvrières et des syndicats. Une grève sauvage parmi les employés de n'importe quelle société actuelle, y compris Imperial, Gulf ou autre, produirait le même effet. Mais le député ne connaît pas l'élément essentiel: il ne sait pas qui est le maître chanteur et qui est sa victime, qui exige une rançon et de qui. Le tout dernier exemple est évidemment celui du consortium Syncrude, où un groupe de sociétés pétrolières multinationales ont forcé la main du gouvernement actuel.

Il y a une quinzaine de jours, lors d'une réunion à Winnipeg, certaines sociétés pétrolières ont amené adroitement le Canada à envisager des pénuries et ont induit le gouvernement en erreur par leurs rapports à l'Office national de l'énergie, en disant aux Canadiens qu'on avait assez de pétrole pour 200 ans, qu'il n'y avait rien à craindre et que l'on pouvait en exporter des millions de barils par année. Mais le gouvernement s'est brusquement réveillé, pour s'apercevoir que nous n'avions pas tout ce pétrole. Il en résulte que les sociétés multinationales ont le gouvernement et les Canadiens à leur merci et qu'elles les menacent: «Acceptez nos conditions avant que nous cherchions d'autre pétrole».

L'exemple de Syncrude est le meilleur. Il y a une quinzaine de jours, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit qu'il irait à Winnipeg convaincre les associés de Syncrude de remettre à plus tard leur décision de se retirer le 31 janvier. C'est tout qu'il devait faire. Nous découvrons tout à coup que le gouvernement canadien a engagé 300 millions de dollars dans le projet. Les frais ont continué à monter. Le gouvernement de l'Alberta a rédigé quatre rapports. Le gouvernement fédéral en a reçu un samedi après-midi, un autre dimanche soir et un troisième lundi matin. Ce même lundi fatidique, le gouvernement a pris la décision d'investir des millions de dollars dans un projet qui est toujours aux mains des sociétés multinationales, qui ont bradé le Canada par le passé et qui continueront de le faire dans l'avenir.